

Rapport financier trimestriel
Période terminée le 30 juin 2016

Premier trimestre de l'exercice 2016-2017
Publié le 29 août 2016

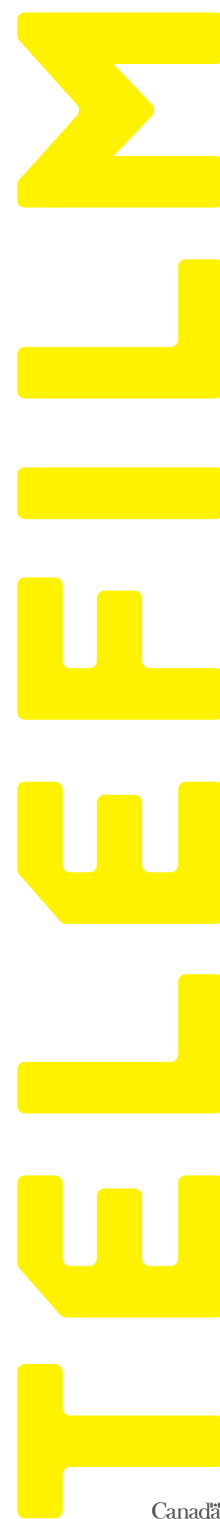




TABLE DES MATIÈRES

1.	TÉLÉFILM.....	2
	NOTRE MISSION.....	2
	NOTRE TRAVAIL.....	2
2.	RAPPORT FINANCIER TRIMESTRIEL.....	2
3.	CHANGEMENTS IMPORTANTS.....	2
	PROGRAMMES.....	2
	ACTIVITÉS.....	3
	PERSONNEL.....	3
4.	GOVERNANCE ET MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.....	3
5.	GESTION DU RISQUE.....	3
6.	AJUSTEMENTS NON COMPTABILISÉS.....	3
7.	ANALYSE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS ET DE LA SITUATION FINANCIÈRE.....	4
	DÉPENSES DE SOUTIEN.....	4
	FRAIS DE FONCTIONNEMENT ET D'ADMINISTRATION.....	5
	FINANCEMENT GOUVERNEMENTAL ET REVENUS.....	6
	SITUATION FINANCIÈRE.....	7
8.	RAPPROCHEMENT DU COÛT DE L'EXPLOITATION ET DU CRÉDIT PARLEMENTAIRE.....	8
9.	ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS POUR LA PÉRIODE TERMINÉE LE 30 JUIN 2016.....	9
	DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION.....	9
	ÉTAT DES RÉSULTATS.....	10
	ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE.....	11
	ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS.....	12
	ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE.....	13
	NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS.....	14
	ANNEXE A - AUTRES RENSEIGNEMENTS.....	14



1. TÉLÉFILM

Téléfilm Canada est une société d'État fédérale relevant du Parlement par l'entremise du ministère du Patrimoine canadien. La vision de Téléfilm est la suivante : des auditoires de partout exigeant du contenu canadien multi-écrans — accessible partout, en tout temps et sur toutes les plateformes.

Notre mission

La mission de Téléfilm est de favoriser et d'encourager le développement de l'industrie audiovisuelle canadienne en jouant un rôle de chef de file par un appui financier et des initiatives alimentant le succès de l'industrie sur les plans commercial, culturel et industriel.

Notre travail

Téléfilm est formée d'une équipe de quelques 180 employés voués à la réussite de l'industrie audiovisuelle canadienne. Au nom du gouvernement du Canada, en tant que société d'État, nous appuyons des entreprises dynamiques et des talents créatifs, en offrant une aide financière à des projets cinématographiques canadiens et en mettant en valeur le succès et les talents de l'industrie audiovisuelle canadienne dans des festivals, des marchés et des événements régionaux, nationaux et internationaux.

Également, la Société s'affère à mettre en œuvre son plan stratégique, *Du talent. À portée de vue*.¹, qui comporte six priorités:

- La reconnaissance de l'industrie : promouvoir l'excellence du contenu canadien;
- Les pratiques de mise en marché : encourager l'innovation pour rejoindre les auditoires;
- L'information commerciale : la prise de décisions fondée sur des mesures pertinentes;
- Le financement de l'industrie : diversifier les sources de financement;
- L'écosystème d'entreprise : réussir ensemble; et
- L'excellence organisationnelle : se surpasser dans un environnement en mutation.

Finalement, nous administrons les programmes de financement du Fonds des médias du Canada (FMC) et avons aussi la responsabilité de recommander au ministre du Patrimoine canadien les projets susceptibles d'être reconnus comme des coproductions audiovisuelles régies par des traités. Notre siège social est à Montréal et nous desservons notre clientèle depuis nos quatre bureaux de Vancouver, Toronto, Montréal et Halifax.

2. RAPPORT FINANCIER TRIMESTRIEL

Ce rapport financier trimestriel est conforme à l'ensemble des exigences de la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État*² établies par le Secrétariat du Conseil du Trésor et aux *Normes comptables canadiennes pour le secteur public* (NCCSP). Il n'y a pas d'exigence d'audit ou d'examen des états financiers pour ce rapport financier trimestriel et, à cet effet, le rapport n'a pas subi d'examen ni d'audit de la part d'auditeurs externes.

3. CHANGEMENTS IMPORTANTS

Programmes

Il n'y a que eu peu de changements dans les programmes de la Société au cours du premier trimestre de 2016-2017. Le processus de dépôt des demandes pour le programme de production à micro-budget est maintenant complètement informatisé dans la nouvelle plateforme Appian et le programme d'aide au développement a ouvert ses portes le 18 mai 2016.

1 : www.telefilm.ca/fr/telefilm/publications-institutionnelles/plan-dentreprise
2 : www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=18789§ion=text

3. CHANGEMENTS IMPORTANTS (SUITE)

Activités

La Société a financé au cours du trimestre 18 productions pour une somme dépassant les 13,1 millions de dollars. Sur la scène internationale, quatre films ont représenté le pays au 69^e Festival de Cannes. Le film *Juste la fin du monde* de Xavier Dolan a été sélectionné en compétition officielle. Le film a remporté le Grand prix du jury de la compétition officielle ainsi que le Prix du jury œcuménique. Également, *Two Lovers and a Bear* ainsi que *Mean Dreams* ont fait leur grande première à la Quinzaine des réalisateurs et le court métrage *Oh What a Wonderful Feeling* a été présenté dans le cadre de la Semaine de la Critique.

Le secteur de l'animation du Canada a profité d'une visibilité sans précédent à l'occasion du Marché international du film d'animation (MIFA), situé à Annecy, puisque pour la première fois un Pavillon du Canada a servi de point de rencontre et a permis d'accroître la valeur de la marque «Canada». Cette initiative a été menée conjointement avec le Fonds des médias du Canada (FMC) et sept partenaires provinciaux (organismes de développement des médias et associations de l'industrie) pour mettre en valeur la qualité et la diversité des projets de 45 sociétés de productions canadiennes.

Le Canada était bien représenté dans le cadre du 19^e Festival international du film de Shanghai puisque 17 films y ont été présentés dont *Avril et le monde truqué*, une coproduction avec la France et la Belgique qui y était en compétition officielle. De plus, le Canada était le pays à l'honneur pour l'édition 2016 de Sunny Side of the Doc, un marché international du documentaire linéaire et interactif, qui s'est tenu à La Rochelle, en France. La Société, le FMC et plusieurs autres partenaires provinciaux se sont associés pour organiser une mission commerciale sous le Pavillon du Canada et proposer une série d'activités de promotion mettant à l'avant-scène les productions canadiennes.

Personnel

Au cours du trimestre, la Société a nommé Marielle Poupelin pour assumer le poste de directrice du secteur Promotion internationale de façon intérimaire.

4. GOUVERNANCE ET MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

La Société s'appuie sur une gouvernance qui s'articule par l'entremise du conseil d'administration et de ses trois sous-comités, et du comité de direction, présidé par la Directrice générale, et ses comités dérivés. Le conseil d'administration a tenu une réunion au cours du trimestre alors que le comité d'audit et des finances s'est réuni à deux occasions. Pour sa part, le comité de direction s'est réuni à 10 reprises.

5. GESTION DU RISQUE

L'évaluation des risques est sous la gouverne de deux comités : le comité d'audit et des finances et le comité de gestion de risques. L'évaluation des risques, leurs composantes, leurs incidences et leurs mesures d'atténuation sont revues semestriellement.

6. AJUSTEMENTS NON COMPTABILISÉS

La direction s'efforce de produire une information financière pertinente et conforme aux NCCSP et ce, dans les délais impartis par le Receveur général du Canada, soit en arrêtant les comptes cinq jours ouvrables après la fin du trimestre. À cet effet, certains procédés de démarcation applicables aux cycles des comptes payables et recevables, ainsi que certains ajustements concernant le passif au titre des avantages sociaux futurs, n'ont pas été effectués au 30 juin 2016. L'importance de ces ajustements est jugée négligeable par la direction.

7. ANALYSE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS ET DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Veuillez noter que les montants des tableaux d'analyse sont présentés en milliers de dollars.

Dépenses de soutien

Globalement, les dépenses de soutien du premier trimestre sont en forte corrélation avec le budget, mais présentent un dépassement de plus de 9 millions, soit 111%, par rapport au trimestre comparatif. Cet écart est principalement attribuable au Programme de production.

Pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2016

	Budget		Réel		Écart				
	Annuel	Période	2016- 2017	2015- 2016	Budget		Réel		
					\$	%	\$	%	
Production	62 342	13 125	13 117	4 252	8	-	8 865	208	1
Développement	7 625	150	196	79	(46)	(31)	117	148	2
Recommandations à titre de coproduction	509	133	127	130	6	5	(3)	(2)	
	70 476	13 408	13 440	4 461	(32)	-	8 979	201	
Événements internationaux	4 202	1 500	1 509	1 084	(9)	(1)	425	39	3
Promotion	6 886	1 250	1 382	441	(132)	(11)	941	213	4
Mise en marché	11 780	1 000	913	2 198	87	9	(1 285)	(58)	5
	22 868	3 750	3 804	3 723	(54)	(1)	81	2	
	93 344	17 158	17 244	8 184	(86)	(1)	9 060	111	

- 1 Pour le Programme de production, 4 projets d'envergure dont les tournages étaient tôt dans l'année ont été signés au cours du premier trimestre. Ils ont reçu chacun un financement allant de 2,3 millions à 4 millions de dollars. Le premier trimestre de 2015-2016, quant à lui, présentait un niveau d'activité anormalement faible.
- 2 En ce qui concerne le Programme d'aide au développement, l'écart en regard des données comparatives s'explique par l'ouverture du programme au début du second trimestre lors de l'exercice précédent, en conséquence de changements majeurs apportés aux lignes directrices, ce qui n'a pas été le cas pour l'exercice en cours.
- 3 Lors du premier trimestre de 2016-2017, Téléfilm a ajouté deux nouveaux événements à l'éventail d'événements auxquels elle participe, soit Sunny Side of the Doc (La Rochelle) et le Marché international du film d'animation (Anney).
- 4 Le Programme de promotion a fait l'objet de plusieurs actions pour améliorer l'efficacité dans le dernier exercice financier, particulièrement en ce qui a trait aux organismes qui bénéficient d'un financement récurrent. En conséquence, les lettres confirmant le montant dont ces organismes peuvent se prévaloir ont été envoyées plus tôt cette année. De plus, la simplification du processus dans le cadre de la refonte des systèmes d'information a fait en sorte que certains organismes qui déposaient plus d'une demande de financement pour des événements différents puissent n'en déposer qu'une seule. Le résultat de ces améliorations a été que plusieurs financements octroyés lors du deuxième trimestre de l'an passé l'ont été au premier trimestre cette année.
- 5 Le Programme d'aide à la mise en marché présente une diminution marquée par rapport au même trimestre de l'exercice comparatif. En effet, plusieurs projets importants ont été signés à la toute fin de l'exercice précédent.

7. ANALYSE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS ET DE LA SITUATION FINANCIÈRE (SUITE)

Frais de fonctionnement et d'administration

Au cours du premier trimestre, les frais de fonctionnement et d'administration ont, au global, été au même niveau que le budget et au même niveau que le premier trimestre de l'exercice précédent.

Pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2016

	Budget		Réel		Écart			
	Annuel	Période	2016- 2017	2015- 2016	Budget		Réel	
					\$	%	\$	%
Salaires et avantages sociaux	18 660	4 840	4 197	4 402	643	13	(205)	(5) 1
Technologies de l'information	1 660	879	1 025	627	(146)	(17)	398	63 2
Honoraires professionnels	1 770	391	490	348	(99)	(25)	142	41 3
Location	1 819	453	447	447	6	1	-	-
Frais de bureau	595	171	175	160	(4)	(2)	15	9
Voyages	578	144	123	103	21	15	20	19
Publicité et publications	259	65	86	28	(21)	(32)	58	207 4
Amortissement	650	114	105	81	9	8	24	30
	25 991	7 057	6 648	6 196	409	6	452	7

- 1 En ce qui concerne les salaires et avantages sociaux, le premier trimestre affiche une économie budgétaire de 0,6 millions, soit 13%. Cette économie provient de postes demeurés vacants tout au long de la période ainsi que d'une surévaluation du taux d'avantages sociaux.
- 2 Le poste des technologies de l'information affiche un montant supérieur au budget et à la dépense de l'exercice précédent. Ces écarts s'expliquent par le paiement plus rapide de certaines charges, particulièrement de services infonuagiques et de licences de logiciel. Ces écarts devraient se résorber d'ici la fin de l'exercice.
- 3 Les écarts pour les honoraires professionnels, autant budgétaire que par rapport au trimestre comparatif, s'expliquent par une utilisation non anticipée et non récurrente de consultants informatiques lors du premier trimestre. De plus, la hausse par rapport à la période comparative comporte des coûts non récurrents pour des études effectuées par la Société, notamment sur les habitudes de consommation des canadiens en matière de long métrage. La Société prévoit que ces écarts se résorberont d'ici la fin de l'exercice.
- 4 Le poste de publicité et publication présente une hausse temporaire par rapport à la période comparative qui s'explique par à un déplacement dans le temps de certains frais.

7. ANALYSE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS ET DE LA SITUATION FINANCIÈRE (SUITE)

Financement gouvernemental et revenus

De façon générale, les revenus de la Société ont été tel qu'anticipés lors de l'établissement du budget. Quant à la comparaison avec le premier trimestre de l'exercice précédent, la différence la plus importante provient de l'utilisation du crédit parlementaire.

Pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2016

	Budget		Réel		Écart			
	Annuel	Période	2016- 2017	2015- 2016	Budget		Réel	
					\$	%	\$	%
Crédit parlementaire	95 454	21 986	22 258	20 469	272	1	1 789	9
Honoraires de gestion provenant du FMC	11 461	2 515	2 408	2 436	(107)	(4)	(28)	(1)
Revenus d'investissements et récupérations	10 000	510	707	966	197	39	(259)	(27) ¹
Contributions aux activités de soutien promotionnel	817	300	333	258	33	11	75	29 ²
Intérêts et autres revenus	100	25	25	27	-	-	(2)	(7)
Fonds des talents	2 165	-	4	52	4	-	(48)	(92)
	119 997	25 336	25 735	24 208	399	2	1 527	6

¹ Les revenus d'investissements et de récupérations présentent une situation favorable par rapport au budget, mais une diminution par rapport au trimestre comparatif de l'exercice précédent. De par leur nature, ces revenus sont liés au succès des films que la Société a financés et sont donc difficilement prévisibles. La Société base ses prévisions sur une moyenne historique. Lors du premier trimestre de 2015-2016, le film *The Captive* avait remis un montant important, soit plus de 500 000 \$, alors que pour l'exercice en cours, *Hyena Road* a effectué la seule remise supérieure à 100 000 \$.

² La hausse des contributions aux activités de soutien promotionnel s'explique par des revenus provenant de deux nouveaux événements internationaux auxquels la Société a participé, soit Sunny Side of the Doc et le Marché international du film d'animation, qui ont eu lieu lors du premier trimestre.

7. ANALYSE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS ET DE LA SITUATION FINANCIÈRE (SUITE)

Situation financière

La Société présente une solide position financière démontrée par le niveau de ses actifs nets. Ceux-ci ont augmenté au cours de la période, dû à l'effet combiné de l'augmentation du montant à recevoir du trésor et la diminution globale des passifs.

	Réel		Écart		
	30 juin 2016	31 mars 2016	\$	%	
Actifs financiers					
Montant à recevoir du Trésor	59 855	57 150	2 705	5	
Trésorerie - Fonds des talents	1 488	985	503	51	1
Débiteurs	2 627	2 318	309	13	2
À recevoir du FMC	2 456	3 303	(847)	(26)	3
Prêt	655	655	-	-	
	67 081	64 411	2 670	4	
Passifs					
Créditeurs	3 037	2 664	373	14	4
Revenus reportés - Fonds des talents	1 347	2	1 345	67 250	5
Obligations relatives aux programmes d'aide financière	37 209	39 596	(2 387)	(6)	
Passif au titre des avantages sociaux futurs	744	756	(12)	(2)	
Actifs financiers nets	24 744	21 393	3 351	16	
Actifs non financiers					
Immobilisations corporelles	2 689	2 350	339	14	6
Charges payées d'avance	518	2 365	(1 847)	(78)	7
Excédent accumulé	27 951	26 108	1 843	7	

- 1 La position de trésorerie du Fonds des talents a augmenté due principalement à l'encaissement de la contribution de Bell Média.
- 2 L'augmentation des débiteurs s'explique principalement par des montants de taxes à recevoir au 30 juin plus élevé à la suite d'une hausse des projets d'investissements par rapport au mois de mars 2016.
- 3 Le montant à recevoir du Fonds des médias du Canada affiche quant à lui une baisse qui est relié aux coûts du projet de refonte des systèmes d'information (RSI) chargés au 31 mars dernier et à la taxe de vente harmonisée de 13% exigibles sur les services d'exécution des programmes incluse au 31 mars.
- 4 La hausse des créditeurs s'explique principalement par la présence de demandes à payer liées à nos programmes d'aide financière contrairement au 31 mars où l'ensemble des demandes dues sont payées.
- 5 Selon les conventions comptables, les contributions de Bell Média et de Corus Entertainment sont assujetties à des affectations d'origine externe et, de ce fait, sont enregistrées dans l'état des résultats seulement au moment où elles sont utilisées aux fins prévues. Ainsi, les revenus reportés ont augmenté dû à l'encaissement de la contribution de Bell Média.
- 6 La hausse des immobilisations corporelles provient de la capitalisation aux travaux en cours des coûts associés au projet de refonte des systèmes d'information.
- 7 Les charges payées d'avance ont diminué de façon importante en conséquence de la passation aux résultats de la presque totalité des charges payées d'avance de l'exercice précédent.

8. RAPPROCHEMENT DU COÛT DE L'EXPLOITATION ET DU CRÉDIT PARLEMENTAIRE

La Société reçoit la plus grande partie de son financement au moyen d'un crédit parlementaire annuel. Les éléments comptabilisés dans l'état des résultats et dans l'état de la situation financière peuvent avoir été financés au moyen d'un crédit parlementaire qui a été approuvé lors d'un exercice précédent ou lors de l'exercice en cours. Le rapprochement fait appel à un calcul qui fait en sorte que certains éléments ne peuvent être reliés directement aux états financiers, le crédit parlementaire étant calculé selon une méthode de comptabilité de caisse modifiée.

<i>En milliers de dollars canadiens</i>	30 juin 2016	30 juin 2015
Coût de l'exploitation	23 892	14 380
Ajustement affectant l'utilisation du crédit parlementaire :		
Ajustement pour les dépenses de support qui rencontrent les critères d'admissibilité au crédit parlementaire	3 371	9 852
Dépenses de soutien financées par le Fonds des talents	(739)	-
Contributions aux activités de soutien promotionnel	(333)	(258)
Charges payées d'avance	(1 847)	(1 248)
Créances contractuelles	(5)	(5)
Frais de fonctionnement et d'administration financés par le FMC	(2 408)	(2 436)
Acquisitions d'immobilisations	444	249
Païement de transition	-	6
Amortissement	(105)	(81)
Avantages sociaux futurs	(12)	10
Crédit parlementaire constaté au 30 juin	22 258	20 469
Crédit parlementaire disponible pour les trimestres subséquents	73 196	74 985
Crédit parlementaire autorisé	95 454	95 454

Le montant du crédit parlementaire de l'exercice est issu du Budget principal des dépenses de 2016-2017.

9. ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS POUR LA PÉRIODE TERMINÉE LE 30 JUIN 2016**Déclaration de responsabilité de la direction**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers trimestriels conformément à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor du Canada*, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers trimestriels exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers trimestriels.

À notre connaissance, ces états financiers trimestriels non vérifiés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation, de la variation des actifs financiers nets et des flux de trésorerie de la Société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers trimestriels.



Carolle Brabant, FCPA, FCA, MBA
Directrice générale



Denis Pion
Directeur - Administration et services d'entreprise

Montréal, Canada
Le 29 août 2016



État des résultats

Pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2016

<i>En milliers de dollars canadiens</i>	Annexe	30 juin Budget	30 juin 2016	30 juin 2015
Dépenses de soutien				
Développement de l'industrie audiovisuelle canadienne				
Aide à la production		13 125	13 117	4 252
Aide au développement		150	196	79
Administration des recommandations à titre de coproduction audiovisuelle régie par des traités		133	127	130
		13 408	13 440	4 461
Soutien promotionnel au Canada et à l'étranger				
Participation aux événements internationaux		1 500	1 509	1 084
Promotion		1 250	1 382	441
Aide à la distribution et mise en marché		1 000	913	2 198
		3 750	3 804	3 723
		17 158	17 244	8 184
Frais de fonctionnement et d'administration	A	7 057	6 648	6 196
Coût de l'exploitation		24 215	23 892	14 380
Revenus				
Honoraires de gestion provenant du Fonds des médias du Canada				
		2 515	2 408	2 436
Revenus d'investissements et récupérations				
		510	707	966
Contributions aux activités de soutien promotionnel				
		300	333	258
Intérêts et autres revenus				
		25	25	27
Fonds des talents				
		-	4	52
		3 350	3 477	3 739
Coût net de l'exploitation avant le financement gouvernemental		20 865	20 415	10 641
Financement gouvernemental				
Crédit parlementaire		21 986	22 258	20 469
Excédent		1 121	1 843	9 828
Excédent accumulé au début		26 108	26 108	25 173
Excédent accumulé à la fin		27 229	27 951	35 001

Les notes complémentaires et l'annexe font partie intégrante des états financiers.



État de la situation financière

<i>En milliers de dollars canadiens</i>	30 juin 2016	31 mars 2016
Actifs financiers		
Montant à recevoir du Trésor	59 855	57 150
Trésorerie - Fonds des talents	1 488	985
Débiteurs	2 627	2 318
À recevoir du Fonds des médias du Canada	2 456	3 303
Prêt	655	655
	67 081	64 411
Passifs		
Créditeurs et charges à payer	3 037	2 664
Revenus reportés - Fonds des talents	1 347	2
Obligations relatives aux programmes d'aide financière	37 209	39 596
Passif au titre des avantages sociaux futurs	744	756
	42 337	43 018
Actifs financiers nets	24 744	21 393
Actifs non financiers		
Immobilisations corporelles	2 689	2 350
Charges payées d'avance	518	2 365
	3 207	4 715
Excédent accumulé	27 951	26 108

Les notes complémentaires et l'annexe font partie intégrante des états financiers.



État de la variation des actifs financiers nets

Pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2016

<i>En milliers de dollars canadiens</i>	30 juin Budget	30 juin 2016	31 mars 2016
Excédent	1 121	1 843	935
Opérations liées aux immobilisations corporelles			
Amortissement	114	105	371
Acquisitions	(750)	(444)	(671)
Réduction de valeur d'immobilisations corporelles	-	-	531
Autres opérations			
Acquisitions des charges payées d'avance	-	(142)	(2 365)
Utilisation des charges payées d'avance	780	1 989	1 893
Augmentation des actifs financiers nets	1 265	3 351	694
Actifs financiers nets au début de l'exercice	21 393	21 393	20 699
Actifs financiers nets à la fin	22 658	24 744	21 393

Les notes complémentaires et l'annexe font partie intégrante des états financiers.



État des flux de trésorerie

Pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2016

<i>En milliers de dollars canadiens</i>	30 juin 2016	30 juin 2015
Activités de fonctionnement		
Excédent	1 843	9 828
Éléments sans effet sur la trésorerie :		
Diminution du passif au titre des avantages sociaux futurs	(12)	(56)
Amortissement des immobilisations corporelles	105	81
	1 936	9 853
Variations des éléments financiers hors caisse :		
Diminution (augmentation) des débiteurs	(309)	1 554
Diminution du montant à recevoir du Fonds des médias du Canada	847	912
Augmentation (diminution) des créditeurs et charges à payer	373	(327)
Augmentation des revenus reportés - Fonds des talents	1 345	-
Diminution des obligations relatives aux programmes d'aide financière	(2 387)	(9 894)
Diminution des charges payées d'avance	1 847	1 248
	3 652	3 346
Activités d'investissement en immobilisations		
Acquisitions	(444)	(249)
Augmentation du montant à recevoir du Trésor et trésorerie - Fonds des talents	3 208	3 097
Montant à recevoir du Trésor et trésorerie - Fonds des talents au début de l'exercice	58 135	48 148
Montant à recevoir du Trésor et trésorerie - Fonds des talents à la fin de la période	61 343	51 245

Les notes complémentaires et l'annexe font partie intégrante des états financiers.



Notes aux états financiers trimestriels

1. Base de préparation des états financiers

Les présents états financiers trimestriels non vérifiés ont été préparés par la direction de la Société selon les *Normes comptables canadiennes pour le secteur public* (NCCSP) en application de la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor du Canada*. Ils doivent être lus en conjonction avec les derniers états financiers annuels vérifiés du 31 mars 2016. Les principales méthodes comptables adoptées dans ces états financiers trimestriels sont similaires à celles utilisées dans les états financiers annuels du 31 mars 2016.

2. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de 2015-2016 ont été reclassés afin de se conformer à la présentation adoptée en 2016-2017.

Annexe A - Autres renseignements

A - Frais de fonctionnement et d'administration

<i>En milliers de dollars canadiens</i>	30 juin Budget	30 juin 2016	30 juin 2015
Salaires et avantages sociaux	4 840	4 197	4 402
Technologies de l'information	879	1 025	627
Honoraires professionnels	391	490	348
Location, taxes, chauffage et électricité	453	447	447
Frais de bureau	171	175	160
Voyages et accueil	144	123	103
Publicité et publications	65	86	28
Amortissement d'immobilisations corporelles	114	105	81
	7 057	6 648	6 196